

Si le cabinet approuve son travail, le Conseil du Trésor reçoit alors l'ordre de rédiger sous sa forme définitive le document qui sera publié.

Il est un but qui doit toujours prédominer au cours de cette opération; la multitude des détails ne doit pas embrouiller ou submerger les grandes lignes des objectifs fondamentaux du gouvernement. La préparation des renseignements sous forme de tableau synoptique ou de résumé, à l'intention des ministres et du personnel supérieur, s'est révélée passablement efficace. Comme il est pratiquement impossible d'obtenir le même résultat à partir du document imprimé, à ce point-ci de son perfectionnement, on devrait consacrer autant d'efforts à rendre plus clair pour le public le but fondamental du gouvernement exposé dans les prévisions budgétaires imprimées. Il y a moyen de réunir le détail des dépenses, de fournir des renseignements supplémentaires, de fusionner les crédits sous des rubriques plus générales et d'obtenir éventuellement une analyse différente des prévisions budgétaires à partir des fonctions et des domaines d'activité auxquels sont reliées ces prévisions. Je peux vous mentionner plusieurs choses qui se font, à titre d'exemples.

Il est également nécessaire que l'administration financière des ministères en vienne à correspondre réellement à la description qu'on en donne publiquement. Voilà mes plus importantes observations sur la préparation du budget principal des dépenses.

Je puis peut-être ajouter un mot sur les prévisions budgétaires supplémentaires. Comme leur nom l'indique, les prévisions budgétaires principales couvrent tous les besoins alors prévisibles; les prévisions supplémentaires devraient donc se limiter aux dépenses imprévues, aux dépenses qui débordent le délai fixé ou aux erreurs commises l'année précédente. Un changement dans la politique gouvernementale est un exemple clair. Voilà la portée que devraient avoir, il me semble, les prévisions budgétaires.

Ces dernières années, on a eu tendance à avoir recours assez fréquemment aux prévisions supplémentaires pour résoudre des discussions d'ordre politique peut-être impossibles à trancher au moment où les prévisions principales étaient à l'étude, ou encore pour atteindre, au moyen de ces prévisions budgétaires, plusieurs objectifs d'ordre législatif. Il demeure cependant, à mon avis, une règle importante dans l'administration financière: la tendance à considérer d'un œil favorable les besoins supplémentaires contribue vraiment à affaiblir une bonne et saine administration financière dans les ministères; c'est encore l'attitude du Conseil du Trésor dans ses rapports avec les ministères.

C'est tout ce que je pensais dire à ce sujet. Voulez-vous que je parle tout de suite du contenu des prévisions budgétaires? Je m'en remets à la décision du Comité.

Le PRÉSIDENT: Voulez-vous que M. Steele passe à la deuxième partie qui traite de la structure des prévisions budgétaires ou préférez-vous lui poser dès maintenant quelques questions sur leur principe?

Le sénateur CRERAR: J'aimerais poser une question pendant que la chose est encore fraîche à mon esprit. Le témoin a déclaré que les prévisions budgétaires supplémentaires doivent ordinairement se limiter aux dépenses imprévues au moment de la préparation des prévisions principales. Je sais que cette théorie a toujours existé. Il a employé les mots: «devraient se limiter». Est-ce à dire qu'elles ne se limitent pas aux dépenses imprévues?

M. STEELE: Je n'avais réellement pas l'intention de commenter les pratiques suivies ces deux ou trois dernières années. Mais c'est un fait que les prévisions supplémentaires ont eu tendance à augmenter récemment. Je comparais les prévisions principales aux prévisions supplémentaires, le but des premières étant de faire face aux besoins financiers prévus du gouvernement pour une certaine année.

Le sénateur CRERAR: Vous voulez dire pour l'année 1964-1965?